

08-08-08

**Attn: Comité consultatif: Dr. Robert Campbell, Mme. Nicole Beaudoin, M. Daniel H. Bader**  
**Objet: Mémoires - Examen stratégique de la Société canadienne des postes**

Madame, Messieurs,

Postes Canada n'est pas en déficit et génèrent des profits respectables. Ses taux de livraisons sont excellents. Les sondages démontrent une grande satisfaction à l'égard du présent service Postale par la population canadienne. Pourquoi changer quelque chose qui fonctionne bien?

L'entreprise postale public a certains droits d'exclusivité mais elle est redevable à l'état et à la population, elle est soumise à des obligations, comme de fournir des services partout au pays, à tous ses citoyens, à un prix uniformément bas. Pour être économiquement viable, il faut qu'il y est un monopole qui assure un nombre suffisant d'items, permettant un financement global entre les services moins rentable et ceux qui le sont d'avantage, cette façon de faire, la protège des entreprises privées. En défaisant, ce qui a sagement été mis en place, les entreprises privées vont s'emparer des secteurs lucratifs, laissant tout ce qui ne l'est pas à Postes Canada.

Même si le Canada est considéré comme un pays riche, une partie de la population, non négligeable, a un revenu plus modeste ou sous le seuil de la pauvreté. C'est gens seront affecté par une hausse des tarifs éventuels résultant de la privatisation. De plus, dans un territoire aussi vaste que le Canada, ou un grand nombre de citoyens vivent en régions éloignées, ils risquent de se sentir encore plus isolés devant une augmentation des coûts et une diminution du service.

Pour garantir un faible taux de roulement, un bas taux de corruption et un respect des procédures, il faut assuré aux employés de bonnes conditions de travail, une rémunération adéquates, des avantages sociaux intéressants et la sécurité d'emploi. En privatisant, il est évident que les employés vont subir des baisses salariales et de bénéfices importants, amenant beaucoup d'insatisfaction et un faible sentiment d'appartenance qui se traduira par forte baisse au niveau de la qualité des services et des relations de travail extrêmement tendues.

Il est souhaitable de vouloir améliorer les choses, de chercher des façons plus efficaces et plus sécuritaires d'effectuer des tâches, mais Il faut aussi savoir quand s'arrêter. En voulant toujours plus de performance, en augmentant sans cesse la cadence et la charge de travail ou encore, en rémunérant au volume, parfois on va trop loin. Quand on pousse trop, on obtient juste plus de personnes blessées, malades, stressées... Il faut donc être réaliste, savoir accepté que tout choses à ses limites, surtout quand il est question d'êtres humains. Une saine gestion intelligente vise plutôt la recherche de l'équilibre. Ce n'est pas en exercent une gestion désuète de bourreau ou d'hypocrite qu'on arrive a maximiser la rentabilité. Pour améliorer la productivité il faut créer un climat de confiance, de fierté, d'appartenance, de plaisir, de satisfaction et d'esprit d'équipe. C'est en évoluant dans une bonne ambiance de travail que les employés s'investiront d'avantage et seront plus performant, allant jusqu'au bout de leur capacité, par eux-mêmes.

Dans le débuts des années 90, Postes Canada avait tenté de privatiser son département de livraison de colis. Il y a eu trop de vols, de plaintes et un piètre service, ils ont donc repris les colis. Ce fut la bonne décision, tant pour la clientèle que financièrement, puisque il y a eu croissance appréciable dans ce secteur depuis.

D'autres pays ont tenté le saut vers la privatisation, et ce, toujours au détriment des employés et de la population. Miné par une vision à court terme, par une gestion sauvage, pour faire bénéficier un petit groupe sélect, pour soit disant stimuler l'économie. Ce n'est pas en faisant disparaître de bons emplois, pour les remplacer par un plus petit nombre de mauvais emplois qu'ont arrive à quelque chose de mieux.

En Europe, après dix ans de privatisation, toutes les promesses faites par l'union européenne ont été brisée, les résultats pour les citoyens : Fermeture de nombreux bureaux de postes, moins de boîtes aux lettres, donc plus de distances à parcourir, baisse de services et augmentation des coûts. Pour les employés du secteur postale, cela c'est traduit par des pertes d'emplois, des emplois précaires, des baisses de salaires et des conditions de travail. Imaginer ici le même scénario, dans un marché plus petit, sur un territoire plus vaste et moins densément peuplé, les résultats, seront sans contredit, encore plus désastreux.

A titre d'exemple: en Suède, 25% des bureaux de postes ont fermés et, des milliers de jobs ont été coupés. En Italie, les employés sont passés de 220, 000 à 150,000, tandis qu'à la Poste Allemande, 50% des emplois ont été perdus. En Hollande, TNT Post, qui occupait le monopole ont annoncé qu'il couperont 7000 emplois et vont effectuer des gels de salaire. En Nouvelle Zélande, le processus a engendré la perte de 43% des emplois.

Pourquoi vouloir suivre les pas de ceux qui ont eu des résultats médiocres, au lieu, apprenons de leurs erreurs. Ne démantelons pas ce que nous avons bâti ensemble, c'est facile de démolir et critiquer. On peut compter sur notre système postale, il à fait ses preuves à travers le temps et continu de s'améliorer et de répondre aux attentes de ses clients, n'essayons pas de réinventer la roue. Il y a des secteurs d'activités qui ont intérêt à rester du domaine public, s'est pour le bien de tous, la qualité et l'intégrité des services essentiel en dépendent. Postes Canada est rentable et efficace, c'est un model de réussite, respecter mondialement, sa clientèle est largement satisfaite, il compte parmi les 100 meilleurs employeurs au Pays, il réussis à fournir un service, intègre, abordable et universel tout en restant concurrentiel.

L'état à l'obligation de légiférer pour s'assurer que la population obtienne des services essentiel décents. Il me semble qu'à l'heure actuelle, il y a des enjeux beaucoup plus graves, des dossiers amplement plus urgents, des situations plus critiques, des besoins plus criants, des insatisfactions plus grandes que l'examen de la société canadienne des postes. Le gouvernement qui a des moyens limités, devrait allouer ses ressources aux bons endroits et mettre ses énergies en commençant par s'occuper de ce qui ne fonctionne pas et de ce qui est plus pressant, avant tout le reste. La population n'a pas été adéquatement informée, les délais et ressources prévues ne sont pas adéquates, ils ne permettent pas d'approfondir la question et de faire des choix suffisamment éclairés. La déréglementation n'est pas la solution, les changements envisagés portent de lourdes de conséquences, Comment pouvez-vous prendre le risque de perdre tous ses acquis ?

Veuillez agréer mes salutations les plus distinguées.



Paul Moisan